

Arrêté N°2023-865-A

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la Ville de Montbrison à compter du 28/07/23

**Demande déposée le 13/02/2023 et complétée le 30/03/2023**

**N° AT 042 147 23 M0008**

Par :	<b>DEPARTEMENT DE LA LOIRE</b>
Représentée par :	<b>M. ZIEGLER Georges</b>
Demeurant à :	<b>2 RUE CHARLES DE GAULLE 42022 SAINT ETIENNE CEDEX 1</b>
Sur un terrain sis à :	<b>29 AVENUE D ALLARD 42600 MONTBRISON147  AW 17, 147 AW 318, 147 AW 7  Changement système de sécurité incendie</b>

**Le Maire,**

Vu la demande d'autorisation de travaux susvisée

Vu la loi N° 2005-102 du 1<sup>er</sup> février 2005 pour l'égalité des droits des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

Vu le décret N° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, modifié par décret N° 2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des ERP et IGH

Vu les arrêtés du 8 décembre 2014 et du 20 avril 2017,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles L164-1 à 165-7, L143-1 à L143-3, R162-8 à R162-13, R164-1 à R164-6 et R143-1 à R143-47,

Vu l'avis de la Commission de sécurité de l'Arrondissement de Montbrison réunie en sous-commission ERP-IGH et sous-commission accessibilité, en date du 25/07/2023,

**ARRETE**

**Article Unique :** Les travaux décrits dans la demande d'autorisation de travaux susvisée peuvent être entrepris en respectant les prescriptions émises par la Commission de sécurité de l'Arrondissement de Montbrison réunie en sous-commission ERP-IGH et sous-commission accessibilité dans son rapport ci-joint.

**MONTBRISON, le 28 juillet 2023**

**Le Maire au nom l'Etat**

**Christophe BAZILE**



**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

**DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.